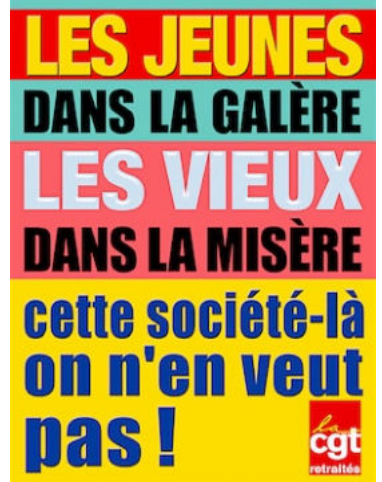


ATTEINTES AUX LIBERTÉS, CONTRÔLES, HUMILIATIONS, MENSONGES ET MÉPRIS, **ON EN A MARRE !** **QU'ILS S'OCCUPENT PLUTÔT DES VACCINS !**



VIVRE AVEC LE VIRUS ?

JACK FORMET *syndicat CGT des retraités de Chaumont*

Pour Macron, Castex, Vèran, et combien d'autres, il n'y avait aucune autre échappatoire face à la pandémie : nous devons vivre **AVEC** le virus. Combien de fois cette affirmation a-t-elle été ressassée ? Sonnant le glas de l'espoir, elle n'offrait au pays que le plus sombre avenir.

Les conséquences d'une telle vision allaient être cauchemardesques : certains EHPAD se transformaient en véritables mouiroirs quand, dans leur domicile, de très nombreuses personnes se cloîtraient littéralement. La pire des situations avait même été envisagée : doit-on laisser vivre celle ou celui dont les jours sont désormais comptés ? Et puis, dans le fatras des plus inhumaines hypothèses, des esprits complètement tordus ont apporté leurs solutions. Celle du partage de la bûche de Noël par exemple dont la moitié devait être mangée par Papy et Mamie dans la cuisine (pourquoi pas dans le placard avec balais et serpillières ?) et le reste par les petits hors de portée des « vieux ». Le comble de l'imbécillité a pourtant été franchi avec la proposition de remettre le 25 décembre au... printemps ! À défaut d'être à l'Élysée, l'imagination venait d'envahir toutes nos stations et nos chaînes...

Le manque de moyens au service de la santé et le saccage de nos hôpitaux ne pouvaient générer d'autre stratégie que celle de l'improvisation, du désordre et du n'importe quoi, mais aussi de la « trouille » fomentée et entretenue par le pouvoir qui en a d'ailleurs fait un outil redoutable. « Vivre avec le virus » a conduit en définitive le pays à talonner les États-Unis d'Amérique au nombre de décès. Tel est le bilan.

Depuis le début de la pandémie pourtant, certains pays, notamment en Asie du Sud-Est, ont fourbi leurs armes selon la doctrine du « **ZÉRO COVID** ». C'est ainsi que la Chine, avec plus de 1,4 milliard d'habitants a enregistré à ce jour 4 636 décès quand le Vietnam et ses 97 millions d'âmes n'en recense que 35 ! Pour la Nouvelle-Zélande et ses 5 millions de sujets, ce sera 25 morts. Même la Corée du Sud a un « solde » que notre gouvernement devrait méditer : 1 399 décès pour plus de 51 millions de citoyens. Nos lecteurs ont donc la possibilité d'établir le rapport population/décès pour chacun de ces pays et ceux dits « occidentaux » et constater les différences : elles sont énormes !

L'espoir a été foulé aux pieds depuis trop longtemps et le vaccin devrait le faire renaître. Encore faut-il en disposer partout dans les plus brefs délais. C'est dans ce sens qu'il faut maintenant pousser ou tirer. Vite et fort ! **J.F.**

LE BILLET À B.B.

RÉA

À Cathy...

J'étais à l'hôpital en Réa, à l'isolement dans le secteur dédié à la lutte contre le virus, pensant à mon épouse esseulée, un matin de décembre ou peut-être un soir, que sais-je, l'obscurité régnait partout, en moi aussi. La Covid s'époumonait à me ravager les bronches alors je suis allé au-delà des limites, au-delà de la douleur, là où on ne ressent plus que du vide, là où les semaines n'ont plus de jours, les heures plus de minutes, le temps plus de raison.

En Réa, des personnes ont exposé leur existence pour me sauver la vie et m'ont tiré d'affaire, comme on dit dans le monde des vivants. Longtemps ailleurs, sans même réelle conscience de mon état, je n'ai pas su leur dire merci avant de partir vers un autre service pour m'oxygéner durablement.

Ce que je sais par contre, c'est que j'étais en Réa à Chaumont ! Oui camarades, j'étais chez moi, conduit aux urgences par une ambulance chaumontaise en lieu et place d'un hélicoptère dijonnais. Cet espace où j'ai vécu un moment sans renne ni étrennes est dans nos murs. Alors, vos actions, notre lutte, serviraient donc à quelque chose ? Parce que ça n'arrive pas qu'aux autres, chacun devrait se rappeler des heures passées à battre le pavé, à défaut de les balancer sur la tronche des inconscients responsables d'un terrifiant désastre sanitaire en dépouillant nos villes et campagnes des moyens vitaux auxquels elles ont pourtant droit comme tout citoyen contribuable. Ce n'est vraiment pas l'heure de ranger nos étendards, mes amis !

BERNARD BLUM - 3 février 2021



L'ETAT FRANÇAIS CONDAMNÉ POUR SON INACTION CLIMATIQUE

Il y a un peu plus de 2 ans, la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature, Greenpeace et Notre Affaire à Tous, avaient initié avec le soutien de plusieurs ONG dont OXFAM un recours en justice contre l'Etat français, pour mettre fin à son inaction climatique. Plus de 2,3 millions de personnes avaient signé la pétition pour le soutenir.

2 ans plus tard, le **Tribunal administratif a rendu son jugement et donne raison aux associations** : l'Etat ne tient pas les engagements qu'il a pris en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et cela représente une faute, engageant sa responsabilité. Le tribunal va plus loin en reconnaissant que cette faute constitue un « préjudice écologique ». Et tout préjudice doit être réparé.

Une victoire obtenue par une mobilisation citoyenne historique, déterminée.

CONNERIE D'EMBOUTEILLAGES

Il est 18h10 ce dimanche à Paris. Près de 400 kms de bouchons recensés pour ce retour de week-end, notamment en raison des fortes précipitations, mais aussi du couvre-feu qui oblige à rentrer avant 18h. Et que fait la police ? Elle contrôle une voiture sur cinq sur le périph' pour vérifier si ces conducteurs ont une dérogation pour être dehors après 18h, et elle verbalise ! Quelque chose ne tourne vraiment pas rond dans cette France 2021. Et ils s'étonnent du rejet grandissant de toutes les mesures imposées par le pouvoir...

COUVRE-FEU

15 gendarmes de Chaumont mobilisés sur 4 sites pour relever 7 infractions Covid entre 18h et 19h. Espérons qu'ils ne sont pas payés au chiffre !

L'ÉLECTRICITÉ N'EST PAS UNE AFFAIRE D'ÉPICIER !

Des enseignes de grande distribution ont pour projet de fournir de l'électricité aux particuliers. Après Casino, c'est Leclerc qui vient d'annoncer qu'il se lance à son tour dans la course. Le principe se veut séduisant : permettre au consommateur de faire des « économies » en lui reversant une partie des factures... en bons d'achats chez Leclerc ! La CGT Énergie s'est indignée contre « cette offre soit-disant alléchante » qui permet à Leclerc de mettre en place une véritable économie circulaire (...) qui oblige l'usager à consommer chez elle ! Faire croire aux consommateurs qu'ils feront des économies sur leur facture tout en maintenant une qualité de fourniture d'énergie et une qualité de service public est illusoire : un prix bas pour tous n'est obtenu que lorsque le secteur est organisé et structuré en dehors d'une logique marchande ».

UNE LOI INTERDISANT DE JETER ET BRÛLER LES VÊTEMENTS INVENDUS ?

Dans le secteur textile, difficile de savoir réellement ce que deviennent les invendus. "Ce qu'on récupère ne représente pas des quantités hallucinantes", explique Valérie Fayard, directrice générale adjointe d'Emmaüs. D'où l'idée de proposer une loi interdisant de jeter les invendus calquée sur celle votée contre le gaspillage alimentaire. "Certaines enseignes pensent que donner leurs vêtements à des associations va dégrader leur image". Ce n'est pourtant pas le don aux associations qui nuit le plus à leur réputation, mais plutôt de

4 FÉVRIER : VIVE L'ACTION !

Après les mobilisations dans les secteurs de la santé (21 janvier), de l'éducation nationale (26 janvier) et de l'énergie (28 janvier), les organisations CGT, FSU, Solidaires, Unef, UNL, MNL et FIDL appelaient à une journée nationale interprofessionnelle de manifestations et de grève jeudi 4 février.

« Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et retraites et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté », dénoncent les organisations.

À Chaumont, la journée s'est déroulée en deux temps. À 7 h un rassemblement à la gare de Chaumont pour protester contre la politique ferroviaire du gouvernement et exiger le maintien des guichets SNCF. Les Cheminots de Chalindrey et Chaumont étaient largement représentés et à 10 h une centaine de personnes ont participé à la manifestation à l'appel des syndicats.



jeter des invendus. Par exemple, la marque suédoise H&M a été pointée du doigt par des journalistes danois pour avoir brûlé depuis 2013, **60 tonnes de vêtements invendus**. Depuis février 2016, toutes les moyennes et grandes surfaces de plus de 400 mètres carrés sont obligées de conclure une convention avec une association caritative pour lutter contre le gaspillage alimentaire.

Pourquoi ne pas obliger les enseignes textiles à faire de même.

LE GRAND COMMUNICANT

Qu'il réunisse les élus, les restaurateurs, les cafetiers, les journalistes ou les responsables culturels, ils ne tarissent pas d'éloges. Il est sympa, il écoute... Mais quels sont les résultats de ces concertations ? Les restos et les bistros restent fermés, les salles de spectacle, musées, structures culturelles et sportives itou. Alors, à quoi ça sert, M. Le préfet ? Et, au fait, où en sommes-nous question vaccination ?



NON À L'AUGMENTATION DES FACTURES D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

OUI AU SERVICE PUBLIC

Comme le rappelle le rapport OXFAM, le nombre de Français sous le seuil de pauvreté en 2021 est estimé à près de 12 millions, soit 18,46% de la population française. Une fracture sociale qui va s'amplifiant : se loger, se nourrir, se vêtir, se soigner, se chauffer, s'éclairer deviennent de vrais casse-têtes pour les familles ou les personnes isolées et, parmi elles, beaucoup de retraités. L'ADEME (Agence de la transition écologique) estimait à 13 millions, en 2013, le nombre de personnes en précarité énergétique en France. Cela ne s'est pas amélioré depuis. Et l'inquiétude gagne de nombreuses familles, comme le signalent les associations caritatives. Il y a effectivement de quoi s'inquiéter

Dans notre dos, gouvernement et lobbies orchestrent l'explosion du Service public de l'électricité et du gaz en France et préparent une transition énergétique aux mains des intérêts privés.

Depuis les années 2000, on nous a imposé l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie avec un argument de poids : on nous a dit que la concurrence fera baisser les prix ! Le résultat ? En quinze ans, le gaz a augmenté de 75% et l'électricité de 36% !

TOUT LE CONTRAIRE DE CE QUI AVAIT ÉTÉ PROMIS.

Pourquoi ? Parce que les tarifs sont jugés trop bas pour permettre la concurrence. Il faut donc augmenter les prix pour la favoriser. De plus, pour permettre à la concurrence d'exister, EDF doit vendre aux opérateurs concurrents 35% de sa production à prix coûtant !

À PRIX COÛTANT ! CONCURRENCE FAUSSÉE !

Il faut noter que, parallèlement, EDF doit seule investir et entretenir les réseaux, les centrales... Assurer le "Service Public" en somme.

Certes, cette politique de casse d'un service public unique dans le monde, qui faisait la fierté du pays ne date pas d'hier. Mais avec le projet Hercule, c'est la fin programmée du service public de l'énergie.

HERCULE C'EST :

- La production, le transport, les services et la distribution séparés
- La privatisation des services, de la fourniture et de la distribution aux seuls profits d'intérêts privés avides de dividendes
- Une production sans investissement de masse et sans politique industrielle
- Plus personne pour vous répondre, une facture indexée à un marché spéculatif et la fin de la péréquation tarifaire

Tout cela pour satisfaire les actionnaires. En quinze ans, 64 milliards d'euros de dividendes leur ont été versés par EDF et ENGIE.

64 MILLIARDS : DE QUOI RÉDUIRE DES FACTURES, SOLDER DES DETTES, FAIRE DU DÉVELOPPEMENT...

Le gouvernement et les directions s'empressent, dans cette période de pandémie propice aux mauvais coups, d'activer la destruction de notre fleuron national au seul profit de la Finance !

SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT AVEC LA FÉDÉRATION CGT DE L'ÉNERGIE

Ont participé à la rédaction du journal : Guy Beck, Bernard Blum, Sylvie Dufort, Elté, Adriana Fernandez, Jack Formet, Louis Laprade, Marie-Rose Patelli, Pascal Pruvot, G. Tardenois, Gérard Vaillant, Richard Vaillant

LE VIRUS DES INÉGALITÉS

8,8 millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire en 2020 contre 5,5 millions en 2018.

« Le virus des inégalités », c'est le nom du nouveau rapport annuel publié par Oxfam ce 25 janvier, à l'occasion du « Davos Agenda », une semaine de dialogues virtuels organisés par le Forum économique mondial.

Il montre comment la pandémie de la Covid-19 creuse les inégalités. Les plus riches ont rapidement récupéré de la crise et vu leur fortune augmenter de 540 milliards de dollars en 2020, alors que des centaines de millions de personnes risquent de basculer dans la pauvreté pendant au moins dix ans.

Les milliardaires français ont, eux aussi, dépassé leur niveau de richesse d'avant la crise. Ils ont gagné près de 175 milliards d'euros entre mars et décembre 2020, l'équivalent de deux fois le budget de l'hôpital public pendant qu'« en même temps » 800 lits de réanimation étaient supprimés rien qu'en île-de-France.

Les femmes, les jeunes, sont les plus touchés et les grands oubliés des plans de relance. <https://www.oxfamfrance.org/>



OXFAM
France

Le pouvoir citoyen
contre la pauvreté

Commune de Paris

18 mars 1871 – 28 mai 1871

À partir du 18 mars, dans notre journal évocation de la Commune de Paris ; des récits, des images, des portraits de celles et ceux qui luttèrent pour les libertés et le progrès social. Des chansons aussi...



Dessin de Tardi

SOLIDARITÉ AVEC MARIE-FRANCE

La France n'est pas l'Arabie Saoudite, nous l'accordons volontiers. Là-bas, le délit de lèse-majesté y est passible de la peine de mort. D'où de difficiles manifestations pour mettre fin à ce système inique. Après ce (très) petit tour « *d'aller voir en dictature* » auquel nous avons été sommés, qu'en est-il de la démocratie et des libertés en France, aujourd'hui ? La question est bien trop complexe pour être résumée en quelques mots. Au sommet élyséen de la pyramide nous sombrons chaque jour un peu plus dans l'étrange pays qui est le nôtre : l'**Absurdistan**. La dernière saillie en date du premier de cordée consiste à regretter que ce foutu peuple français soit constitué de 66 millions de procureurs. Il se trouve qu'en cela, la Haute-Marne n'est pas des mieux servie.

Outre les responsables de tous niveaux et parfois de bas niveaux qui s'érigent ainsi, le procureur en titre (pas le meilleur des 66 millions !) vient, à nouveau¹, de se distinguer.

Samedi 30 janvier, le jour même où était honorée la mémoire de J.F. Vilbois ancien président

départemental de la Ligue des droits de l'homme, ce procureur-procureur faisait signifier par voie de gendarmerie un rappel à la loi. La personne visée est « une habitante de Châteauvillain, gilet jaune à ses heures », comme l'a désignée « l'Affranchi » dans un article du 8 novembre 2020 classé dans son *bêtisier de la semaine*, photo de « l'objet du délit » à l'appui. La retraitée mise en cause, attachée à la défense de sa liberté comme des libertés en général, est dans le collimateur de l'adjudant de Gendarmerie local. La suite des accusations ubuesques portées à son

encontre valide donc les « soupçons ».

Savoir : par l'affichage de pancartes (dans sa propriété)

1/ avoir injurié le président de la République française (sans jamais citer son nom !)
2/ sur d'autres pancartes, avoir porté atteinte à l'honneur ou la considération de celui-ci.

Alors, autre affaire « *Macronavirus* » ? Non ! Car la décision notifiée laisse planer la menace d'une lourde sanction en cas de « *nouvelle infraction, quelle qu'elle soit, dans un délai de 6 ans.* ». Un bracelet anti-liberté d'expression en quelque sorte...

Nous en reparlerons mais, dès à présent, nous assurons Marie-France dite Marianne, Gilet jaune, compagne de lutte pour les revendications comme pour les libertés, de notre entier soutien.

G. TARDENOIS

¹ Journal n° 126 – Décembre 2018.

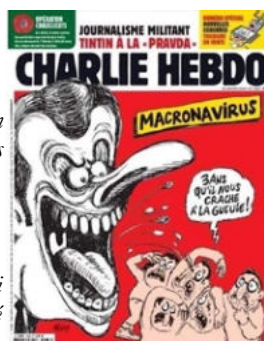
Arrestations préventives en gare de Chaumont.

Extraits : « *Ainsi, pour le simple fait d'avoir l'intention de manifester, les gilets jaunes sont victimes d'arrestations arbitraires et de violences policières. C'est inadmissible, révoltant, indigne d'une démocratie...*

Un État qui viole les droits fondamentaux de ses citoyens, celui de circuler, celui de manifester, un État qui humilie la jeunesse, un État qui ne garantit pas la sûreté à tous ses citoyens, mais seulement à une petite caste de nantis, un État qui utilise la justice pour faire régner l'arbitraire et l'autoritarisme en s'autorisant des infractions multiples et scandaleuses, cet État n'est plus un État de droit.



Marie-France à une manif des Gilets jaunes. La Marianne enchaînée, tout un symbole...



RÉFORME DES APL : PLUS DE PRÉCARITÉ ET DE DÉSASTRES

À entendre les voix officielles, les Français se sortiraient « plutôt bien » des conséquences financières de la crise sanitaire. Pourtant, le 26^{ème} rapport de la Fondation Abbé-Pierre, publié mardi 2 février, souligne l'étendue de la précarité et les désastres qu'elle engendre. Ainsi, pour 32% de notre population, la situation pécuniaire s'est considérablement dégradée et 20% de nos concitoyens ont de grandes difficultés à payer leur loyer. De très nombreuses familles d'ailleurs ont l'expulsion locative pour seul horizon.

Comme a pu le déclarer récemment Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, le chômage partiel ne couvre que 84% du salaire et la baisse des revenus frappe plus durement les foyers modestes. Les conditions de vie s'aggravent d'autant plus que les coupes sombres dans les aides au logement (APL) n'en finissent pas de restreindre le pouvoir d'achat de centaines de milliers de familles. Depuis le 1^{er} janvier, l'un des volets de la réforme des APL est entré en vigueur : il se traduit par une diminution drastique des moyens, comme nous l'ont confirmé plusieurs lecteurs.

Cette réforme sauvage qui plonge dans une plus grande misère de trop nombreuses familles.



MARCHE DES LIBERTÉS

Pari réussi. Malgré la pluie, 80 personnes ont marché samedi de la place de l'Hôtel de Ville jusqu'au Boulingrin, contre la loi de "sécurité globale".

À l'initiative de cette manif figurent la FSU, Sud Santé et le syndicat CGT des retraités de Chaumont. Des représentants de l'UD-CGT, d'EELV, des Insoumis et de Lutte Ouvrière étaient présents.

Lors du rassemblement un hommage (lu par Édith Meyer) a été rendu à Jean-François Vilbois, ancien président de la Ligue des droits de l'homme de Haute-Marne, qui vient de nous quitter (Photo de droite)

Comme le rappelle le communiqué de la LDH : « Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés ! »



Photos Léo Poirson

L'ULTIME LIBERTÉ AU RISQUE DE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Deux Chaumontais, Claude Hury et Armand Stroh, respectivement présidente et secrétaire général de l'association nationale « Ultime Liberté », ont dernièrement passé deux jours en garde à vue, en raison de leur action en faveur du suicide assisté.

Enseignante chaumontaise retraitée, Claude Hury aime la vie. Elle sait en apprécier les bienfaits quotidiens.

Mais elle sait aussi, pour en avoir été beaucoup trop souvent témoin, à quel point cette vie peut devenir insupportable. Quand, par la maladie, la souffrance, la déchéance, elle se transforme en un enfer irréversible, il est assez naturel de vouloir la quitter. En tout cas, personne ne devrait pouvoir s'arroger le droit de vous obliger à la subir dans ce qu'elle a de pire, jusqu'au bout du bout.

C'est pourtant le cas encore au XXI^e siècle, au pays des droits de l'homme.

Claude Hury a longtemps fait partie du bureau national d'ADMD (Association pour le droit de mourir dans la dignité). En 2009, elle est partie, avec d'autres, fonder « Ultime Liberté ». Avec succès, puisqu'elle compte aujourd'hui une bonne trentaine d'antennes dans toute la France et près de 3 200 adhérents.

Les deux associations se battent pour que la loi reconnaisse à chacun un droit à l'accès à l'euthanasie et au suicide assisté. Sur le fond, la différence n'est pas énorme. Elle porte sur le positionnement de certains curseurs. Mais Ultime Liberté se distingue avant tout par sa volonté d'agir au quotidien auprès de ceux qui souffrent.

Claude Hury a ainsi plusieurs fois accompagné en Suisse des personnes désireuses d'abrégier leur fin de vie.

En 2019, les domiciles de 130 personnes âgées, adhérentes pour la plupart d'Ultime Liberté, ont fait l'objet de perquisitions simultanées, dans le cadre d'une suspicion de trafic. Les forces de l'ordre étaient à la recherche de pilules pouvant donner la mort en douceur, interdites en France.

Aucun trafic n'a été mis au jour. Les personnes s'étaient procurées des produits directement via internet, dans des pays où ils sont autorisés. Elles seront donc poursuivies uniquement pour importation et détention de produits illicites.

À Chaumont, chez Claude Hury et Armand Stroh, rien n'a été trouvé.

Ils sont tout de même inquiétés aujourd'hui parce qu'en France, non seulement il est interdit de faire de la publicité pour le suicide, mais on a obligation d'intervenir lorsque quelqu'un tente de passer à l'acte.

Or ils estiment que, face à la souffrance, il est de leur devoir d'informer et d'assister.

Cette désobéissance assumée devrait les conduire au tribunal. Ils n'attendent que cette occasion de porter le débat sur la place publique. Et ils espèrent, comme ce fut le cas pour l'avortement, que leur mise en cause, injuste aux yeux d'une grande majorité de la population, permettra de décoincer le législateur.

ELTÉ



UNE LETTRE DE GUY BECK...

Mon cher Richard,

J'ai lu avec beaucoup d'émotion le billet que tu as écrit à propos de nos amis Violette et Robert Jeanmougin. Puisque tu nous invites aux souvenirs heureux, je vais raconter pour nos lectrices et lecteurs ma rencontre avec Robert.

Il m'a remis ma première carte CGT le 1^{er} juin 1963. Je venais d'intégrer le groupe des facteurs chaumontais (à l'époque, il n'y avait pas de femmes à la distribution). Toi, tu étais en stage à Lille et ton frère Jean-Pierre venait d'arriver, lui aussi. Robert nous a invités à notre première réunion syndicale. J'entends encore ses paroles : « Bienvenue à la CGT, je suis heureux de voir arriver des jeunes dans le syndicat et je veux vous dire quelques mots. Vous allez très vite avoir des responsabilités syndicales, alors soyez toujours irréprochables sur le plan professionnel, soyez respectueux de vos interlocuteurs, quels qu'ils soient. Exigez le même respect à votre égard. Enfin, soyez gourmands de lecture, nous en avons besoin pour comprendre et agir. »

Depuis, j'ai toujours en tête ces mots ô combien fraternels, ils sont et restent ma bible syndicale, ce sont aussi des mots de confiance dans la jeunesse car nous avions 17 ans.

J'ai passé deux Noëls à l'armée pendant mon service militaire et j'ai souvenir que Robert m'a envoyé, à deux reprises, un mandat de 150 francs au nom du syndicat CGT-PTT qui a aussi pris en charge mes cotisations syndicales pendant ces 16 mois.

Je remercie la vie de m'avoir permis de rencontrer des gens de cette qualité.

Une petite pointe d'humour : moi aussi, j'ai dansé avec Violette à ces fameux bals du COS des PTT et jamais cette femme merveilleuse ne m'a reproché de lui avoir martyrisé les pieds !

Mes derniers mots seront pour cette belle centenaire : bon anniversaire Violette, je vous aime !

GUY BECK

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

VOUS LISEZ AVEC INTÉRÊT LE JOURNAL DES RETRAITÉS DE
CHAUMONT. AIDEZ À SA DIFFUSION EN VERSANT À LA
SOUSCRIPTION

Nom :

Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES
RETRAITÉS DE CHAUMONT

LE VER ÉTAIT DÉJÀ DANS LE FRUIT

D'aucuns font semblant de découvrir les maux et les raisons du ravage que la Covid 19 fait subir à l'ensemble de la population.

Mais le ver était déjà dans le fruit. La vampirisation de tous les secteurs de notre société par un capitalisme froid et cynique, cajolé par ceux qui sont en charge des affaires a entraîné une fragilisation, un appauvrissement de notre immunité sanitaire, sociale, économique.

Rappelons la casse des formations des soignants, les fermetures de postes, la démographie médicale en baisse et mal répartie sur les territoires, la fermeture des réas, les hôpitaux délaissés, l'économie délocalisée, la recherche scientifique mise à mal, les mesures sociales amputées, et chacun a à l'esprit bon nombre d'atteintes à la protection et à la sécurité des Français.

Le nouvel effroi est la situation des étudiants, sacrifiés, eux aussi, à l'autel du profit depuis de nombreuses années. Déjà en 2007, dans « Pensée plurielle », Anne-Françoise Dequiré titrait : « le monde des étudiants entre précarité et souffrance ». Le temps des études tourne au cauchemar.

Le désir de « s'appliquer à apprendre quelque chose » mais aussi de prolonger un peu sa jeunesse avant de plonger dans son futur est compromis. Avant cela, seules les guerres avaient fait subir autant de sacrifices.

Aujourd'hui, on passe de la précarité à la pauvreté, on passe de l'absence d'une ou plusieurs des sécurités permettant d'assumer des responsabilités et de jouir de droits fondamentaux à l'exclusion des modes de vie minimaux et acceptables.

Dès 2007, l'Observatoire national de la vie étudiante et celui des formations et de l'insertion professionnelle mettaient en lumière les difficultés de logement, de santé, de revenus, d'accès aux petits boulots. Des témoignages plus confidentiels pointaient également le recours à la prostitution masculine et féminine.

Pas étonnant que depuis le début de la crise, 20,8% des étudiants soient en dessous du seuil de pauvreté contre 12,8% pour l'ensemble de la population, un sur quatre déclare ne pas manger à sa faim malgré le recours aux associations caritatives, un sur trois est en détresse psychologique, un sur deux souffre d'isolement, 60% ont perdu leur petit boulot*. Certains dorment dans une voiture. Et le plaisir d'étudier leur est refusé.

Le monde de l'université n'échappe pas, bien sûr, aux profondes inégalités de notre société et les étudiants des milieux favorisés sont préservés. Bourdieu et Passeron** sont toujours d'actualité. Etudiants pauvres, travailleurs pauvres, retraités précarisés, mêmes causes, mêmes effets, mêmes combats !

L. LAPRADE

*sources site CGT retraités

**Bourdieu et Passeron : Les Héritiers 1964 – La reproduction 1970

VACCIN, C'EST POUR 2024 OU 2025 ?

Au 31/01/2021, 2,22% des Français ont reçu au moins une dose de vaccin. Pour vacciner l'ensemble de la population adulte (52 millions de personnes) d'ici à août 2021, il faudrait injecter 476 543 doses chaque jour. Au rythme actuel (moyenne des 7 derniers jours), l'objectif de vacciner l'ensemble de la population adulte serait atteint le 28 février 2025 (12 mai 2024 la semaine dernière).

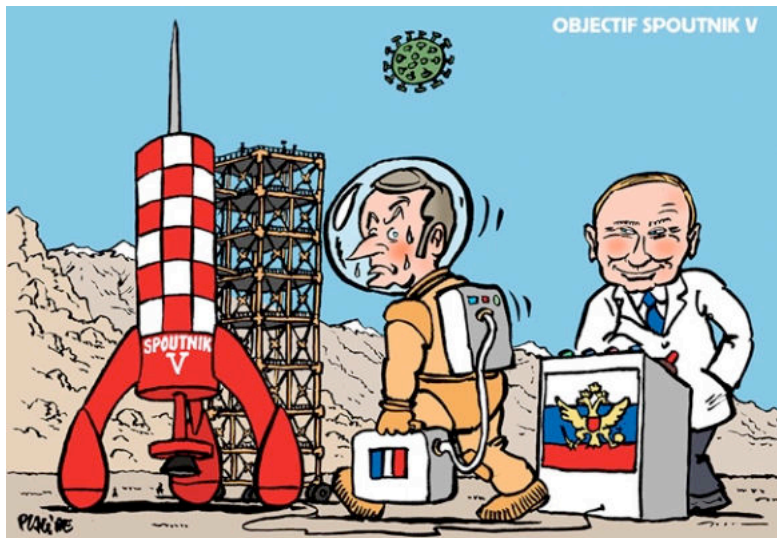
Source : CovidTracker <https://covidtracker.fr/vaccintracker/>

DU MACRON DANS LE TWEET : AUSSITÔT DIT, AUSSITÔT DÉDIT

Une question se fait obsédante : Ce que Macron veut...? Nous la posons aux « autorités supérieures ». Z préfet, venu tout droit et très précisément de la droite du très haut ainsi qu'au délégué ARS Non-Réa, fraîchement médaillé pour ses bons résultats concernant la Covid-19 en Haute-Marne :
Où se situe la vérité ? Dans l'audacieuse affirmation ou la peu glorieuse suppression ?



LE DESSIN DE LA SEMAINE



PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

À RENVoyer : SYNDICAT **CGT** DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

Nom, Prénom :

Adresse :

Mail : Téléphone :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78